

NOTE DE POLITIQUE

Une amélioration rentable pour le réseau canadien de surveillance environnementale : la surveillance communautaire de l'eau

Geoffrey Gunn (IISD)¹
Novembre 2021

Résumé

- La SCE est une méthode rentable (> 3 :1) et scientifiquement rigoureuse pour collecter des données de surveillance de la qualité de l'eau à moyen et long terme à l'échelle d'un bassin versant;
- Les organisations du secteur public chargées de la surveillance de l'eau devraient élaborer des programmes de financement de base à long terme (5 ans) pour les activités de SCE afin de compléter les systèmes d'observation environnementale du Canada;
- Les investissements fédéraux et provinciaux dans la SCE assureront le fonctionnement continu d'organisations de SCE efficaces ainsi que le transfert bidirectionnel de connaissances et de technologie entre les experts locaux et ceux du secteur public. Ils garantiront que les données de surveillance sont conformes aux normes établies pour la collecte, l'analyse et la diffusion;
- L'Agence canadienne de l'eau est candidate pour coordonner et superviser une initiative horizontale pour connecter les organisations de surveillance de l'eau aux niveaux fédéral, provincial/territorial et local afin de minimiser la redondance et d'améliorer l'interopérabilité des données.

¹ Écrit par Geoffrey Gunn (IISD) au nom du mouvement collaboratif de surveillance communautaire de l'eau, une équipe de Nos eaux vivantes. Pour plus d'informations, voir [*Une analyse de rentabilité pour l'investissement dans la surveillance communautaire de l'eau au Canada.*](#)



État actuel

Selon le WWF-Canada (2020), 100 des 167 bassins versants du Canada sont si peu connus qu'aucun score de santé ne peut leur être attribué. D'autre part, pour plusieurs ayant un score, la compréhension de leur état et de leurs tendances est limitée. Même les mesures de débit d'eau sont insuffisantes : depuis les années 1980, certaines régions du Canada ne sont pas conformes aux lignes directrices de l'Organisation météorologique mondiale en matière de densité des stations hydrométriques. Au cours des 30 dernières années le nombre de stations de jaugeage de débit a en fait diminué.

Les effets d'une mauvaise gestion de l'eau coûtent des milliards de dollars et peuvent durer durant des générations. Le Canada est encore aux prises avec les coûts de l'effondrement de la pêche à la morue sur la côte Est, les conséquences de l'empoisonnement au mercure dans la Première Nation Asubpeeschoseewagong (Grassy Narrows) et les proliférations de cyanobactéries de plus en plus toxiques chaque été sur les lacs. Un climat qui change rapidement à l'ensemble du pays amplifiera les problèmes quant à la qualité de l'eau et à sa quantité – cette situation exige une approche de gestion adaptative.

La surveillance communautaire est définie par Whitelaw et al. (2003) comme « un processus dans lequel les citoyens, les agences gouvernementales, les industries, le milieu universitaire, les groupes communautaires et les institutions locales concernés collaborent pour surveiller, suivre et répondre aux problèmes d'intérêt commun de la communauté ». Il s'agit d'une stratégie de surveillance ascendante motivée par les intérêts et les capacités locaux, mais qui a un impact régional à travers des réseaux, des protocoles d'échantillonnage communs et un engagement dans la gestion au niveau des bassins.

Dans la Stratégie fédérale de développement durable (2019-2022), le gouvernement du Canada s'est fixé comme objectif d'avoir « des lacs et des cours d'eau propres » qui soutiennent la prospérité économique et le bien-être des Canadiens. De plus, le gouvernement a pris des mesures à un plus haut niveau afin de soutenir la planification de la gestion intégrée des bassins versants, d'appuyer les conseils régionaux de gestion de l'eau et de cibler des actions sur les écosystèmes prioritaires. Les gouvernements provinciaux et territoriaux élaborent des stratégies de l'eau avec des objectifs communs, incluant l'eau potable, la compréhension des menaces causées par les changements climatiques et les contaminants émergents, y compris les microplastiques, et la préparation en vue des risques liés à l'eau comme les inondations, les sécheresses et les incendies.

En tant qu'acteur sur la scène mondiale, le Canada s'est également engagé à atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies, qui comprennent l'eau propre et l'assainissement, la lutte contre les changements climatiques et la vie aquatique. Le projet de loi C-15 (2021) devrait recevoir la sanction royale pour reconnaître officiellement l'engagement du Canada envers les Déclarations des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui, par une loi habilitante, pourraient renforcer les obligations constitutionnelles de consulter les communautés



des Premières Nations, des Métis et des Inuits lorsque le développement des ressources peut avoir un impact négatif sur eux.

Des programmes à succès comme le PAZCA ont utilisé un modèle de financement de base pendant plus de 20 ans et créé plus d'une douzaine d'organismes de surveillance des bassins versants au Canada atlantique. Depuis que le modèle de financement de base a été abandonné au début des années 2010, presque toutes les organisations de SCE sont financées par des subventions concurrentielles sur un cycle de 2 à 3 ans pour soutenir des projets limités dans le temps. Cela étant incompatible avec la SCE, de nombreuses organisations ont été contraintes de réduire la surveillance, l'analyse et la diffusion de leurs données. L'utilité de ces programmes pour les experts gouvernementaux, les industries et les communautés locales est donc réduite.

Option recommandée : investissement à long terme dans la SCE

- **La création d'un projet pilote de cinq ans avec des investissements dans des organisations de SCE établies** renforcera les capacités locales, créera des emplois hautement spécialisés dans les régions éloignées et fournira des données rentables de surveillance de l'eau aux communautés locales;
- Les investissements provinciaux et territoriaux devraient être en mesure de tirer parti de ces fonds pour soutenir la gestion intégrée des bassins versants et les activités de surveillance pertinentes aux priorités locales (p. ex. charges en éléments nutritifs, surveillance de la biodiversité);
- Les programmes de financement de base à long terme (cinq ans) nécessiteront des mécanismes de responsabilisation pour garantir un retour sur les dépenses publiques . L'investissement fédéral peut normaliser les rapports de surveillance environnementale pour reconnaître les multiples flux de valeur générés par les activités de SCE;
- Les enseignements tirés du programme pilote des gardiens autochtones (2017-2022) peuvent être intégrés et ce programme devrait être prolongé pour faire avancer la réconciliation et aider le Canada à atteindre l'Objectif d'Aichi 11 (l'Objectif 1 du Canada) relatif aux aires protégées.

Option alternative : le statu quo

- Les organisations de SCE continueront à fonctionner, mais nombre d'entre elles pourraient réduire la surveillance à long terme au profit de projets de recherche à court terme. Cela affectera l'utilisation des données de surveillance pour les secteurs d'activité fédéraux, provinciaux et territoriaux;
- Le roulement élevé du personnel réduit à terme l'efficacité des organisations de SCE;



- La capacité technique des organisations de SCE en souffrira, augmentant les quantités de « données obscures » qui ne peuvent être utilisées pour la gouvernance, la conception de politiques et la prise de décision;
- De nombreuses organisations de SCE ne sont qu'à quelques années de mettre la clé à la porte lorsqu'elles dépendent d'un financement par projet.

Coûts de l'inaction

- Une surveillance à long terme est nécessaire pour acquérir des données de références et comprendre les impacts des changements climatiques. Dans le secteur des assurances, la surveillance est intégrée aux modèles actuariels pour évaluer les risques. Sans données hydrométriques, certaines régions du Canada pourraient devenir non assurables, les assureurs évitant l'incertitude des risques (Kovacs, 2020);
- Les Canadiens peuvent ne pas faire confiance à la qualité de l'eau potable ou récréative. Les gouvernements doivent démontrer au public que l'eau est propre et sûre, surtout en prenant considération des événements survenus à Walkerton ou à Grassy Narrows, en Ontario;
- L'investissement dans des entreprises canadiennes peut être menacé par des scores ESG (environnemental, social et de gouvernance) négatifs ou inconnus. Sans une surveillance indépendante fournie par la SCE, les entreprises canadiennes, en particulier celles du secteur des ressources, pourraient avoir du mal à attirer des investissements ou à démontrer une amélioration de leur score ESG;
- Les résultats des investissements dans des projets environnementaux peuvent être moins clairs, réduisant les soutiens futurs.

©2021 The International Institute for Sustainable Development
Publié par l'Institut international du développement durable.

Cette publication est sous licence [Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).

L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Institut international du développement durable (IISD) est un laboratoire d'idées indépendant et primé qui vise à accélérer le développement de solutions pour parvenir à un climat stable, à la gestion durable des ressources et à des économies équitables. Nos travaux inspirent de meilleures décisions et suscitent la prise de mesures concrètes pour aider les gens et la planète à prospérer. Nous mettons en lumière ce qui peut être réalisé grâce à la collaboration entre les gouvernements, les entreprises, les organismes sans but lucratif et les communautés. Le personnel de l'IISD fort de plus de 120 membres, et ses quelque 150 associé(e)s et consultant(e)s viennent du monde entier et leur formation couvre maintes disciplines. Nos travaux touchent la vie de personnes dans presque 100 pays.

L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base de la province du Manitoba. En outre, des fonds de projets lui sont accordés par divers gouvernements, tant au Canada qu'à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations, le secteur privé et des particuliers.

Photo : Dane nan ye' dāh Kaska Land Guardian Network

Siège

111 Lombard Avenue, Suite 325
Winnipeg, Manitoba
Canada R3B 0T4

Tel: +1 (204) 958-7700

Website: www.iisd.org

Twitter: [@IISD_news](https://twitter.com/IISD_news)



iisd.org